

Synthèse des réunions « Le Grand Débat » et des entretiens individuels par Michel BOIVIN, maire de Blainville-sur-Mer

Suite au mouvement des Gilets jaunes et à l'ouverture d'un « Grand Débat » national, les quatre thématiques suivantes ont été abordées lors d'entretiens individuels en mairie de novembre 2018 à février 2019, ainsi qu'à l'occasion des réunions publiques en mairie les 20 et 21 février 2019 ayant concerné, au total, une soixantaine de contributeurs c'est-à-dire de personnes ayant pris la parole et exprimé au moins une critique ou une proposition : les institutions et les pratiques politiques, l'aménagement du territoire, la fiscalité et les revenus, la transition écologique.

Qu'il s'agisse des critiques ou des propositions très diverses émises au cours de ces entretiens et de ces réunions, elles ont nourri le débat en faisant apparaître de grandes convergences en même temps que de profondes divergences.

1) Les institutions et les pratiques politiques

Il a été vivement recommandé la suppression immédiate et complète des privilèges viagers, dont bénéficient les anciens présidents de la République, exception faite d'une mise à disposition d'un garde du corps pendant une durée variant de un an à trois ans. Cette préconisation a fait l'unanimité lors des réunions du Grand Débat et a figuré parmi les revendications premières des Gilets jaunes en novembre 2018, avec « l'abolition de toutes les taxes sur les carburants », la revalorisation des minima sociaux et la sauvegarde de « l'identité française ».

La réduction du train de vie de l'État a été souvent évoquée. Il a été notamment demandé d'éviter les travaux d'embellissement pour satisfaire des goûts personnels (vaisselle élyséenne, piscine présidentielle...), et de réduire les parcs automobiles (Élysée, Matignon, ministères, Assemblée nationale, Sénat).

Les critiques à l'égard de la noblesse d'État, en particulier celle de l'inspection des finances dite « noblesse de Bercy » ont fusé. Il a été instamment réclamé de mettre fin d'abord à son impunité lorsque des « fautes » ou des « erreurs » ont été commises, ensuite à son fonctionnement dans un « entre-soi » exorbitant, et enfin à ses allers et retours entre fonction publique et affaires privées qui permettent de coaguler des intérêts « de classe » entre membres dirigeants de banques, de médias, d'instituts de sondages, de cabinets ministériels et présidentiel.

La réduction du nombre des parlementaires et le recours au référendum ont fait l'objet de débats très controversés. Trois propositions ont été largement soutenues : l'obligation du référendum pour modifier une loi fondamentale (loi sur la presse, loi sur la laïcité, loi littorale...). En revanche, le référendum d'initiative populaire a été contesté par une majorité des contributeurs. Il a été préféré un compte rendu annuel de mandat à tous les niveaux : municipal, intercommunal, départemental, régional, national.

La question du vote a suscité aussi des controverses. Une majorité se dégage en faveur du vote blanc comme suffrage exprimé. L'idée d'un tirage au sort pour désigner un quota d'élus à tous les niveaux a été largement repoussée. Le vote obligatoire suscite des avis divergents. La question du cumul des mandats a été à peine évoquée.

2) L'aménagement du territoire

La défense du tissu rural a été la deuxième thématique la plus abordée. Plusieurs améliorations sont demandées concernant les réseaux et les moyens de transport routier (notamment local) et ferroviaire, les services de santé de plus en plus éloignés, les équipements informatiques insuffisants. Les EHPAD et les maisons de retraite sont considérés comme trop peu nombreux et très onéreux.

La discussion sur le mille-feuilles politico-administratif a opposé des partisans de la disparition du département et des partisans de la disparition de la région. Elle a soulevé la question du manque de légitimité des élus intercommunaux en partie désignés au suffrage universel indirect alors qu'ils gèrent des budgets très importants.

La mauvaise gestion du patrimoine public à tous les échelons a été dénoncée. Il a été démontré qu'elle est source d'un très important gaspillage des deniers publics.

A la différence de revendications émises par des Gilets jaunes en novembre-décembre 2018, tous hostiles au 80 km/h, les réunions du Grand Débat ont opposé partisans et opposants au 80 km/h.

3) La fiscalité et les revenus

En matière de fiscalité, la lutte contre la fraude fiscale et pour la fin des paradis fiscaux a fait l'unanimité. Des mesures « radicales » à l'échelle internationale sont attendues.

Il a été, par ailleurs, proposé :

- une fiscalité progressive sous la forme d'un impôt universel et proportionnel portant sur l'ensemble des ressources ;
- la suppression de la taxe Cahuzac soumettant les dividendes des SARL à gérant majoritaire aux cotisations sociales ;
- le rétablissement de l'ISF complet pour certains, partiel pour d'autres si investissement dans l'appareil productif français ;
- l'attribution du CICE aux seules entreprises respectant l'investissement productif ;
- la création d'un fonds spécial communication qui taxerait chaque publicité, quelle qu'elle soit, sur tous les supports (TV, radio, Internet, presse écrite) ;
- augmenter la TVA à 22 % sur les produits à coût élevé ou à utilité réduite et baisser la TVA à 2 % sur les produits de première nécessité ;
- augmenter les bas salaires et les petites retraites ;
- harmoniser les régimes de retraite et les régimes de réversion ;
- rétablir la demi-part pour les veuves bénéficiant de la pension de réversion et disposant de faibles revenus ;
- revoir les concessions autoroutières qui coûtent cher aux automobilistes et rapportent gros aux concessionnaires.

4) La transition écologique

La transition écologique a été le parent pauvre de nos réunions auxquelles les jeunes ne sont quasiment pas venus malgré les trois tranches horaires proposées : 11h00, 15h00 et 20h30.

Il a été notamment demandé :

- de faire de la loi littorale une loi fondamentale ;
- de réduire considérablement le trafic aérien, importante source de pollution souvent occultée y compris par des défenseurs de l'environnement.